

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DU GARD



NOMBRES DE MEMBRES

En exercice	Présents	Votants
23	18	23

DATE DE LA CONVOCATION

11/09/2026

DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

11/09/2026

OBJET DE LA DÉLIBÉRATION

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
COMMUNE DE MEYNES

L'AN DEUX MILLE VINGT SIX, ET LE DIX SEPT SEPTEMBRE À 19 HEURES, se sont réunis les membres du Conseil Municipal, légalement convoqué en session ordinaire, par son Maire en exercice, M. Fabrice FOURNIER.

Étaient présents : M. Fabrice FOURNIER, M. Clément MONNIER, M. Stéphan LAUTHIER, Mme Sabine SERRANO, M. Grégory ROMAN, Mme Patricia PIERREDON, M. Brice VOULAND, Mme Morgane CASTAN, Mme Martine COLOMINA, Mme Omayra FOLGADO, M. Patrick COMTE, M. Sébastien MERADI, M. Camille RIQUIER, Mme Carole BICHAREL, M. Jérôme MARMOTAN, Mme Sonia MARY, Mme Amandine VINCART, M. Joël DEYDIER,

Formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents et avaient donné pouvoir pour voter en leur nom :

Mme Alexandra MORAND à Mme Patricia PIERREDON

M. Bastien VALENTE à Mme Morgane CASTAN

Mme Angélique RETZER à M. Jérôme MARMOTAN

M. Didier DAVID à M. Fabrice FOURNIER

Mme Karine SOULET à M. Jérôme MARMOTAN

Mme Omayra FOLGADO est désignée, conformément à l'article L. 2121-15 du CGCT, secrétaire de séance

N° 2026-057 : PORTANT MODIFICATION DES CRITERES D'ATTRIBUTION DE LA PART VARIABLE DE L'ISFE DES AGENTS DE POLICE MUNICIPALE**Le Conseil Municipal**

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 2024-614 du 26 juin 2024 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et des gardes champêtres ;

Vu la délibération n° 2024-052 du 19 septembre 2024 relative à la mise en place de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement au bénéfice des agents relevant des cadres d'emplois de la police municipale.

Considérant qu'il appartient à l'organe délibérant de fixer les modalités d'attribution et les critères d'appréciation permettant de déterminer le montant de la part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE) ;

Considérant qu'il convient de modifier les modalités d'attribution de la part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement et les critères permettant d'en déterminer le montant individuel ;

Après en avoir délibéré**Article 1^{er} : Abrogation de la délibération antérieure**

La délibération n° 2024-052 du 19 septembre 2024, relative à la mise en place de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement au bénéfice des agents relevant des cadres d'emplois de la police municipale, est abrogée à compter du 1^{er} octobre 2026.

Article 2 : Bénéficiaires

A compter du 1^{er} octobre 2026, l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est attribuée aux fonctionnaires relevant :

- du cadre d'emplois des chefs de service de police municipale ;
- du cadre d'emplois des agents de police municipale ;

dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires en vigueur et par la présente délibération.

Article 3 : modalités et conditions d'attribution

L'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est composée d'une part fixe et d'une part variable.

La part fixe de l'ISFE est attribuée dans les conditions et limites fixées par le décret n° 2024-614 du 26 juin 2024

La part variable peut être attribuée aux agents bénéficiaires, en fonction de l'engagement professionnel et de la manière de servir.

- La part fixe de l'ISFE est calculée en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension un taux individuel dans la limite des taux réglementaires.
- La part variable de l'ISFE est fixée dans la limite de montants réglementaires.

Le taux de la part fixe et les plafonds annuels de la part variable sont fixés comme suit :

Cadres d'emplois	Part fixe	Part variable
	Dans la limite des taux suivants	Dans la limite des montants suivants
Chefs de service de police municipale	32 %	7 000 €
Agents de police municipale	30 %	4 000 €

Le montant individuel de l'ISFE est fixé par l'autorité territoriale, par voie **d'arrêté individuel**, dans le respect des plafonds, modalités et critères prévus par la présente délibération.

Article 4 – Modalités de maintien ou de suppression de l'ISFE

Part fixe : Les modalités de maintien ou de suppression de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement pendant les périodes de congés sont déterminées conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur applicables aux agents de la fonction publique territoriale.

En cas de congé de maladie ordinaire, de congé de longue maladie, de congé de longue durée ou de tout autre congé pour raison de santé, l'ISFE est maintenue, réduite ou suspendue dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires en vigueur.

Les congés annuels ainsi que les congés liés aux responsabilités parentales donnent lieu au maintien de l'ISFE dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires applicables.

Article 5 – Critères d'attribution de la part variable de l'ISFE

Le montant de la part variable de l'ISFE est déterminé en fonction de l'engagement professionnel et de la manière de servir de l'agent, appréciés notamment au regard des critères définis ci-après.

La part variable étant déterminée par la manière de servir de l'agent, son montant n'est pas reconduit automatiquement d'une année sur l'autre.

Les critères d'appréciation sont les suivants :

- Qualité d'exécution des tâches
- Autonomie et sens de l'organisation
- Respect des délais
- Capacité d'analyse et initiative
- Ponctualité
- Sens du service public
- Connaissances de l'environnement territorial, respect des droits et obligations des fonctionnaires

- Connaissances professionnelles nécessaires à l'exécution du métier
- Capacité à respecter les procédures, normes règles de sécurité
- Capacité à utiliser les outils de travail
- Capacité à rendre compte et à informer
- Capacité à travailler en équipe
- Respect des règles de bonnes conduites
- Faculté d'écoute, de communication et de réponse
- Capacité à gérer des conflits, situations difficiles

Pour les agents en situation d'encadrement, sont également pris en compte :

- Qualité d'animation d'équipe et de pilotage d'activités
- Capacité à fixer des objectifs
- Capacité à mener des projets
- Capacité à déléguer
- Aptitude à la prise de décision

L'appréciation de ces critères permet à l'autorité territoriale de déterminer le montant individuel de la part variable, dans la limite du plafond fixé pour le cadre d'emplois concerné. Les critères ne donnent pas lieu à une pondération automatique et le montant attribué est apprécié au regard de la manière de servir et de l'engagement professionnel de l'agent sur la période de référence.

Article 6 : Modalités de versement

La part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est versée mensuellement.

La part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement peut être versée mensuellement dans la limite de 50 % du plafond annuel fixé par la présente délibération. Elle peut être complétée par un versement annuel, sans que le montant total versé au titre de la part variable ne dépasse le plafond annuel fixé par la présente délibération pour le cadre d'emploi concerné.

Article 7 : Règles de cumul

L'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est exclusive de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir, à l'exception des indemnités horaires pour travaux supplémentaires ainsi que des primes et indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés, les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail, dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires en vigueur.

Article 8 : Date d'effet

La présente délibération prend effet à compter du 1^{er} octobre 2026.

Les versements de la part variable effectués au titre des mois antérieurs au 1^{er} octobre 2026 demeurent régis par les dispositions de la délibération n°2024-052 du 19 septembre 2024.

Article 9 : Crédits budgétaires

Les crédits nécessaires au versement de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement sont inscrits au budget de la collectivité.

Article 10 : Exécution

Monsieur le Maire est chargé de la mise en œuvre de la présente délibération et est autorisé à prendre les actes nécessaires à son exécution.

Fait et délibéré, les jour, mois et an susdits.

Le secrétaire de séance



Pour extrait conforme

Le Maire
Fabrice FOURNIER

